

INFORMATION FINANCIERE TRIMESTRIELLE

Paris, le 7 mai 2013

**PREMIER TRIMESTRE 2013 : RESULTATS SOLIDES DANS TOUS LES METIERS,
LANCEMENT DE LA DEUXIEME PHASE DU PLAN DE TRANSFORMATION**

- **PNB⁽¹⁾ de 6,2 Md EUR,**
- **Revenus des métiers stables* /T1-12**
- **Coefficient d'exploitation en baisse dans tous les métiers**
- **Coût du risque⁽²⁾ en baisse de -9 points de base /T4-12**
- **Résultat net part du Groupe⁽¹⁾ de 852 M EUR⁽¹⁾**
 - **Bons résultats des métiers : +1 094 M EUR**
 - **Cession de la filiale égyptienne NSGB (+377 M EUR)**
 - **Résultat net part du Groupe comptable de 364 M EUR**
- **Ratio Core Tier 1 (Bâle 3) à 8,7%, objectif de ratio proche de 9,5% à fin 2013 confirmé**
 - **Ratio Core Tier 1 (Bâle 2.5) à 10,6%**
- **Plan d'économies supplémentaires de 900 M EUR (total de 1 450 M EUR sur la période 2012-2015) permettant d'atteindre un ROE de 10% d'ici fin 2015**

- **BNPA⁽³⁾ : 0,38 EUR**

(1) Hors réévaluation de la dette liée au risque de crédit propre, actifs gérés en extinction et éléments non-récurrents : impact sur le produit net bancaire de la réévaluation de la dette liée au risque de crédit propre -1 045 MEUR ; actifs gérés en extinction -10 M EUR ; première application de la norme IFRS 13 : -76 M EUR ; impact en frais de gestion : actifs gérés en extinction : -18 MEUR ; gains ou pertes nets sur cessions d'actifs : NSGB + 417 M EUR, TCW + 24 M EUR ; coût net du risque : actifs gérés en extinction -35 MEUR, provision pour litiges, -100 M EUR. Impact en résultat net part du Groupe total de -488 M EUR, dont actifs gérés en extinction -45 MEUR ; réévaluation de la dette liée au risque de crédit propre -685 MEUR ; cessions + 398 M EUR ; IFRS 13 -56 M EUR ; Provisions pour litiges : -100 M EUR. Voir note méthodologique n°8.

(2) Hors litiges, actifs gérés en extinction et souverain grec. Baisse mesurée sur le coût du risque en points de base

(3) Après déduction des intérêts, nets d'effet fiscal, à verser aux porteurs de TSS et de TSDI au titre du T1-13 (respectivement 65 et 14 millions d'euros). A fin mars 2013, la plus-value nette d'impôt et des intérêts courus non échus relative au rachat de TSS est nulle.

* A périmètre et taux de change constants

** Hors éléments non économiques (réévaluation de la dette liée au risque de crédit propre), actifs gérés en extinction, et éléments non-récurrents, voir note méthodologique n°8

SERVICE DE PRESSE

LAETITIA MAUREL
+33(0)1 42 13 88 68
Laetitia.a.maurel@socgen.com

HELENE AGABRIEL
+33(0)1 41 45 98 33
Helene.agabriel@socgen.com

NATHALIE BOSCHAT
+33(0)1 42 14 83 21
Nathalie.boschat@socgen.com

ASTRID BRUNINI
+33(0)1 42 13 68 71
Astrid.brunini@socgen.com

HELENE MAZIER
+33(0)1 58 98 72 74
Helene.mazier@socgen.com

SOCIÉTÉ GÉNÉRALE
COMM/PRS
75886 PARIS CEDEX 18
SOCIETEGENERALE.COM

SOCIÉTÉ ANONYME AU CAPITAL DE
976 447 673,75 EUR
552 120 222 RCS PARIS

Le Conseil d'administration de Société Générale, réuni le 6 mai 2013, a examiné les comptes du Groupe pour le premier trimestre 2013. Le produit net bancaire et le résultat net part du Groupe s'élevaient respectivement à 5 088 millions d'euros et 364 millions d'euros. Le résultat net part du Groupe intègre à hauteur de 1 094 millions d'euros les résultats des métiers du Groupe (+13% par rapport au T1-12) et pour +377 millions d'euros le résultat de la cession de la filiale égyptienne NSGB.

Retraités de l'effet non-économique de la réévaluation de la dette liée au risque de crédit propre, des éléments non-économiques et non-récurrents, le produit net bancaire et le résultat net part du Groupe s'élevaient respectivement à 6 223 millions d'euros et 852 millions d'euros.

Cette performance illustre les résultats solides des métiers, la poursuite des efforts de réduction des coûts engagés dans l'ensemble du Groupe depuis 2010, et la gestion rigoureuse des risques, qui se reflète dans la baisse du coût du risque commercial du trimestre.

Dans un contexte de taux historiquement bas, les activités de **Banque de détail** maintiennent une bonne performance commerciale, notamment en collecte de dépôts. Malgré la situation économique très ralentie de la France, le produit net bancaire des **Réseaux France** se maintient à un niveau proche du T1-12. Les **Réseaux Internationaux** présentent également des revenus globalement stables (-1,3%*) et poursuivent leur stratégie de croissance sélective, notamment en Russie, dont la contribution progresse très significativement. Les revenus des **Services Financiers Spécialisés et Assurances** augmentent, tirés par la croissance des métiers de l'Assurance et le maintien d'un bon niveau de marge dans les activités de Services Financiers Spécialisés.

Avec des revenus en hausse par rapport à un T1-12 marqué par le coût des cessions de certains actifs, la **Banque de Financement et d'Investissement** extériorise une performance très satisfaisante, en s'appuyant sur ses positions de leader, notamment dans les métiers Actions et Taux, Changes et Matières premières, les Financements Structurés, et les activités d'émission de dette. Le pôle **Banque Privée, Gestion d'Actifs et Services aux Investisseurs** profite de la reprise des activités de Banque Privée, dans un contexte toujours difficile pour les activités de Courtage (persistance de faibles volumes et de taux d'intérêts bas).

Les **frais de gestion** sont en nette baisse de -2,5%* au T1-13 par rapport au T1-12. Les efforts sur les coûts permettent à l'ensemble des métiers d'afficher un coefficient d'exploitation en amélioration par rapport au T1-12. Dans la lignée des efforts de maîtrise des frais de gestion engagés depuis plusieurs trimestres, un plan global de réduction des coûts, axé sur la rationalisation de l'organisation, des mesures d'efficacité opérationnelle et l'optimisation des coûts externes a été lancé. Ce plan vise à permettre au Groupe d'atteindre un ROE de 10% à partir de fin 2015, grâce à des économies de frais de gestion supplémentaires d'environ 900 millions d'euros à horizon 2015 (soit un total de 1 450 millions d'euros sur la période 2012-2015). Il s'accompagnera de coûts de transformation et d'investissements de l'ordre de 600 millions d'euros sur la période.

Le **coût du risque commercial**, mesuré en points de base⁽¹⁾ s'inscrit à 75 points de base au T1-13, contre 84 points de base au T1-12, en baisse globale, en particulier dans les Réseaux Internationaux et les Services Financiers Spécialisés. Il est stable dans les Réseaux France et reste à un niveau bas dans la Banque de Financement et d'Investissement.

Le ratio Core Tier 1 du Groupe, déterminé selon les règles « Bâle 3 » s'élève à 8,7% à la fin du trimestre, sans phasage. Dans le référentiel « Bâle 2.5 »⁽²⁾, il atteint 10,6%.

⁽¹⁾ Annualisé, hors litiges, actifs gérés en extinction, sur actifs début de période

⁽²⁾ Déterminé selon les normes ABE Bâle 2.5 (normes Bâle 2 intégrant les exigences de la CRD3)

Commentant les résultats du Groupe au premier trimestre 2013, Frédéric Oudéa – Président-Directeur général – a déclaré :

« Les performances des métiers au premier trimestre 2013 confortent Société Générale dans sa trajectoire de transformation. Dans un contexte de gestion disciplinée des ressources rares, capital et liquidité, les métiers du Groupe maintiennent un bon niveau de résultat, grâce à une activité commerciale soutenue au service des clients, et à une baisse des frais de gestion. La solidité du Groupe permet ainsi au Groupe d’afficher un ratio de capital Core Tier 1 déterminé selon les règles « Bâle 3 » de 8,7%, en ligne avec un objectif proche de 9,5% pour fin 2013. Au-delà, afin d’accroître encore la performance du Groupe sur le moyen terme, nous allons poursuivre l’adaptation des métiers et renforcer encore les synergies de moyens. Nous poursuivons également nos efforts de maîtrise des coûts, avec un plan de réduction des frais de gestion qui permettra d’économiser au total environ 1,5 milliard d’euros sur la période 2012-2015. A l’issue de la transformation du Groupe fin 2015, le Groupe Société Générale, s’appuyant sur des métiers adaptés au nouvel environnement économique et réglementaire en Europe sera en mesure de dégager un ROE de 10%. »

1. RESULTATS CONSOLIDES DU GROUPE

<i>MEUR</i>	T1-12	T1-13	Var T1/T1
Produit net bancaire	6 311	5 088	-19,4%
<i>A données constantes*</i>			-16,7%
<i>Produit net bancaire**</i>	6 807	6 223	-8,6%
Frais de gestion	(4 333)	(4 067)	-6,1%
<i>A données constantes*</i>			-2,5%
Résultat brut d'exploitation	1 978	1 021	-48,4%
<i>A données constantes*</i>			-47,8%
Coût net du risque	(902)	(927)	+2,8%
Résultat d'exploitation	1 076	94	-91,3%
<i>A données constantes*</i>			-94,7%
Résultat net part du Groupe comptable	732	364	-50,3%
Résultat net part Groupe**	1 173	852	-27,4%
	T1-12	T1-13	
ROTE Groupe (après impôt)	7,9%	3,2%	

Produit net bancaire

Le produit net bancaire du Groupe s'établit à 5 088 millions d'euros au T1-13, contre 6 311 millions d'euros au T1-12.

Hors éléments non-économiques, non-récurrents, et actifs gérés en extinction**, les revenus s'établissent à 6 223 millions d'euros, en repli de -8,6% par rapport au T1-12.

- Les **Réseaux France** enregistrent au T1-13 des revenus de 2 015 millions d'euros, en léger retrait par rapport au T1-12, dans un environnement de taux historiquement bas qui pèse sur les marges, et maintiennent une bonne activité commerciale, avec notamment une collecte de dépôts en forte progression par rapport au T1-12 (+9,2%) ;
- Le produit net bancaire des **Réseaux Internationaux**, à 1 131 millions d'euros au T1-13 est globalement stable, (-1,3%*) par rapport au T1-12, subissant le poids d'une situation économique difficile en Europe centrale et orientale, contrebalancé par la croissance des revenus en Russie et en Afrique subsaharienne ;
- Les revenus du pôle **Services Financiers Spécialisés et Assurances** progressent de +2,9%* par rapport au T1-12, à 868 millions d'euros au T1-13. Ils bénéficient de la croissance de l'activité Assurances (183 millions d'euros, soit +11,5%* par rapport au T1-12). Sous contrainte de ressources, les métiers de Services Financiers Spécialisés continuent à maintenir leurs marges à un bon niveau, et présentent des revenus en légère hausse (+0,8%* par rapport au T1-12), à 685 millions d'euros au T1-13.
- Au total, les revenus de la Banque de Financement et d'Investissement s'inscrivent à 1 904 millions d'euros au T1-13 et progressent de 3,0%* par rapport au T1-12. Les activités pérennes de la **Banque de Financement et d'Investissement** extériorisent des revenus de 1 914 millions d'euros au T1-13, stables (+0,5%*) par rapport au T1-12. Cette variation n'intègre toutefois pas le coût de cession des portefeuilles d'actifs de crédit de la Banque de Financement et d'Investissement en 2012 (-226 millions d'euros), et l'effet de la première application de la norme comptable IFRS 13 (-64 millions d'euros en 2013). Retraités de ces éléments les revenus sont en recul de -8,0% : les revenus des Activités de marché

fléchissent de -7,2% par rapport à un bon T1-12, et les activités de Financement et Conseil de -10,4%, en raison de la baisse des volumes consécutive aux cessions réalisées en 2012 et du faible niveau d'activité général en Europe.

La contribution des actifs gérés en extinction de la Banque de Financement et d'Investissement aux revenus du métier est contenue, à -10 millions d'euros au T1-13 (-57 millions d'euros au T1-12).

- Le produit net bancaire des métiers de **Banque Privée, Gestion d'Actifs et Services aux Investisseurs** s'inscrit en retrait de -3,0%* par rapport au T1-12, à 457 millions d'euros. Dans un contexte globalement défavorable pour l'activité, en raison de la persistance de taux faibles et d'une activité réduite sur les activités de courtage, le pôle bénéficie d'une reprise dans les revenus de la Banque Privée, +4,6%* par rapport au T1-12.

L'incidence comptable sur le produit net bancaire de la réévaluation de la dette liée au risque de crédit propre est de - 1 045 millions d'euros au T1-13. Au T1-12, l'effet de la réévaluation avait été de -181 millions d'euros sur le produit net bancaire du trimestre.

Frais de gestion

Les frais de gestion, à -4 067 millions d'euros ce trimestre, sont en baisse de -2,5%* par rapport au T1-12, avec des efforts de réduction des coûts dans tous les métiers.

L'amélioration de l'efficacité opérationnelle est sensible dans tous les pôles d'activité. Le coefficient d'exploitation des métiers (hors activités relevant du Hors Pôles) s'établit ainsi à 62,9% et s'améliore globalement de -3,5 points⁽¹⁾ par rapport au T1-12 : -2,6 points dans les Réseaux France et les Réseaux Internationaux, -4,7 points dans les Services Financiers Spécialisés et Assurances, -3,9 points dans la Banque de Financement et d'Investissement, -1,5 point dans le pôle Banque Privée, Gestion d'Actifs et Services aux Investisseurs.

Poursuivant ses initiatives en matière de réduction des coûts, le Groupe a décidé d'engager un programme d'amélioration de son efficacité, avec trois objectifs : réduire les coûts et renforcer la compétitivité, simplifier le fonctionnement du Groupe et renforcer les synergies de moyens entre métiers. Le plein effet de ce programme est attendu fin 2015, avec 1 450 millions d'euros d'économies par rapport à début 2012 (dont 550 millions d'euros déjà réalisés en 2012). Ce programme s'accompagne d'environ 600 millions d'euros de coûts de transformation et d'investissements, et n'aura pas d'effet sur l'activité.

Résultat d'exploitation

Le **résultat brut d'exploitation** du Groupe est de 1 021 millions d'euros au T1-13, en forte baisse par rapport au T1-12 en raison de l'incidence comptable de la réévaluation de la dette liée au risque de crédit propre (-47,8%*). Hors éléments non-économiques, non récurrents, et incidence des actifs gérés en extinction, la variation du résultat brut d'exploitation est de -12,9% entre le T1-12 et le T1-13.

La **charge nette du risque** du Groupe pour le premier trimestre 2013 est de - 927 millions d'euros, contre -902 millions d'euros au T1-12.

Le Groupe enregistre une dotation complémentaire aux provisions pour litiges à hauteur de -100 millions d'euros au T1-13.

Le **coût du risque commercial** du Groupe s'établit à 75⁽²⁾ points de base au T1-13 en baisse par rapport au T4-12 (84⁽²⁾ points de base).

- Le coût du risque des **Réseaux France** est stable par rapport au T4-12 à 65 points de base traduisant l'environnement économique dégradé en France, notamment sur la clientèle commerciale où le Groupe continue à enregistrer des dotations importantes sur les entreprises industrielles de taille moyenne. La sinistralité reste faible sur la clientèle de particuliers.
- A 154 points de base (contre 182 points de base au T4-12), le coût du risque des **Réseaux Internationaux** présente une baisse générale tirée par la Roumanie (dont le coût du risque

(1) Variations calculées en données courantes en intégrant, dans les frais de gestion de 2012, 25% de la taxe systémique facturée aux métiers en fin d'année 2012, et dans les revenus de la Banque de Financement et d'Investissement les frais de cession des portefeuilles de crédit pour -226 millions d'euros en T1-12 .

(2) Annualisé, hors litiges, actifs gérés en extinction et souverain grec, sur actifs début de période

reste toutefois élevé) et les filiales du bassin méditerranéen (en particulier en Algérie et en Tunisie). Le coût du risque reste modéré au T1-13 en Russie et en République tchèque.

- Le coût du risque des **Services Financiers Spécialisés** diminue à 113 points de base (contre 127 points de base au T4-12) dans les métiers de crédit à la consommation et de financement d'équipements professionnels.
- Le coût du risque des activités pérennes de **la Banque de Financement et d'Investissement** demeure à un niveau bas à 20 points de base (contre 44 points de base au T4-12), confirmant la qualité du portefeuille de crédit. Au T1-13, la charge nette du risque des actifs gérés en extinction s'établit à -35 millions d'euros (en réduction par rapport à -95 millions d'euros au T4-12).

En parallèle, le taux de couverture des engagements provisionnables du Groupe atteint 77% à fin mars 2013 (inchangé par rapport à fin décembre 2012).

Au total, le **résultat d'exploitation** du Groupe ressort à 94 millions d'euros au T1-13, contre 1 076 millions d'euros au T1-12, en forte baisse principalement en raison de l'impact de la réévaluation de la dette liée au risque de crédit propre.

Corrigé des éléments non économiques, non-récurrents et des actifs gérés en extinction, le résultat d'exploitation est de 1 229 millions d'euros au T1-13, contre 1 572 millions d'euros au T1-12.

Résultat net

Le résultat net part du Groupe s'élève à 364 millions d'euros pour le premier trimestre 2013 (732 millions d'euros au T1-12), après prise en compte

- de l'effet des cessions de filiales intervenues au cours du trimestre (en particulier la vente de la filiale égyptienne NSGB, pour un impact net après impôt de +377 millions d'euros),
- de la charge fiscale (taux effectif d'impôt du Groupe de 22,0% au T1-13 contre 27,4% au T1-12)
- et des participations ne donnant pas le contrôle.

Corrigé des éléments non-économiques, non-récurrents et des actifs gérés en extinction⁽¹⁾, le résultat net part du Groupe atteint 852 millions d'euros au T1-13, à rapprocher de 1 173 millions d'euros au T1-12.

Le ROE du Groupe, hors éléments non-économiques, non-récurrents, et actifs gérés en extinction est de 7,4% (2,7% en données brutes) au T1-13 et le ROTE sur le même périmètre est de 8,8% (3,2% en données brutes).

Le bénéfice net par action s'élève à 0,38 euros au T1-13, après déduction des intérêts à verser aux porteurs de TSS et TSDI⁽²⁾.

(1) Impact en résultat net part du Groupe total de -488 M EUR, dont actifs gérés en extinction -45 MEUR ; réévaluation de la dette liée au risque de crédit propre -685 MEUR ; cessions + 398 MEUR ; IFRS 13 -56 MEUR ; Provisions pour litiges : -100 MEUR

(2) Les intérêts, nets d'effet fiscal, à verser aux porteurs de TSS et de TSDI à fin mars 2013 sont respectivement de 65 et 14 millions d'euros au titre du T1-13.

2. STRUCTURE FINANCIERE DU GROUPE

Au 31 mars 2013, les **capitaux propres** part du Groupe s'élèvent à 49,9 milliards d'euros⁽¹⁾ et l'actif net tangible par action à 48,27 euros (correspondant à un actif net par action de 56,54 euros dont 1,08 euros de plus-values latentes). Au premier trimestre 2013, le Groupe a acquis 8,2 millions de titres Société Générale et procédé à la cession de 6,1 millions de titres dans le cadre du contrat de liquidité conclu le 22 août 2011.

Au total, Société Générale détient, à fin mars 2013, 3,19% de son capital (hors actions détenues dans le cadre des activités de trading), soit 24,9 millions d'actions, dont 9 millions d'actions d'autocontrôle. Par ailleurs, le Groupe détient à cette même date 1,4 million d'options d'achat sur son propre titre, en couverture de plans de stock-options attribuées à ses salariés.

Le **bilan financé**⁽²⁾ du Groupe après compensation de l'assurance, des encours relatifs aux produits dérivés, des opérations de pension et des comptes de régularisation, s'élève à 655 milliards d'euros au 31 mars 2013, en hausse de 10,5% (+28 milliards d'euros) par rapport au 31 mars 2012, mais stable (+0,5%) par rapport au 31 décembre 2012.

Le Groupe a poursuivi le renforcement de sa structure de bilan, l'excédent de ressources stables (capitaux propres, dépôts clientèle et financements à moyen et long terme) sur les emplois à long terme (titres disponibles à la vente et détenus jusqu'à l'échéance, prêts clientèle et actifs long terme) s'accroît de façon très significative entre le T1-12 et le T1-13, passant de 18 milliards d'euros à 58 milliards d'euros. Il s'accroît de +7 milliards d'euros sur le seul T1-13, notamment grâce au succès de programmes d'émission du Groupe. Les financements moyen-long terme ont progressé de 8 milliards d'euros en un an, dont 2 milliards au T1-13. Au premier trimestre 2013, 13,4 milliards d'euros de dettes à moyen et long terme (soit 2/3 du programme prévu en 2013) ont ainsi été émis, avec une maturité moyenne de 5,7 ans. Les fonds propres (52 milliards d'euros) sont stables par rapport à fin 2012, et progressent de +1 milliard d'euros par rapport à la fin du T1-12. Les dépôts clientèle s'établissent à 311 milliards d'euros, globalement stables par rapport au T1-12 (+2 milliards d'euros) et inchangés par rapport au T4-12. Dans le même temps, la stratégie de *deleveraging* du Groupe a conduit à une baisse des encours de crédit clientèle de -19 milliards d'euros depuis le T1-12 (-4 milliards d'euros au T1-13, à 365 milliards d'euros). Ceci permet au ratio crédit sur dépôt de s'améliorer de +8 points en un an, de 125% à fin mars 2012 à 117% à fin mars 2013.

Le Groupe a également renforcé ses réserves de liquidité de 2 milliards d'euros par rapport à fin 2012, à 135 milliards d'euros. Elles couvrent désormais 108% des besoins de refinancement court terme du Groupe à la fin mars 2013 (contre 101% fin 2012). Pour rappel, les réserves de liquidité du Groupe s'élevaient à 104 milliards d'euros au T1-12, et couvraient 93% de ses besoins de financement à court terme.

Les **encours pondérés** du Groupe s'établissent à 320,2 milliards d'euros à fin mars (-1,2% par rapport à fin T4-12 et -8,3% sur un an). Ils intègrent ce trimestre les encours relatifs aux sociétés d'assurance du Groupe, pour 5,5 milliards d'euros en raison de la fin du régime dérogatoire antérieurement appliqué. Retraités de cette variation, les encours sont en baisse de -2,9% par rapport à fin 2012 et -9,8% sur un an. Les activités de Banque de détail (Réseaux France et Internationaux, Services Financiers Spécialisés et Assurance) représentent à la fin du T1-13 62,7% des encours pondérés du Groupe, stables hors Assurance par rapport au T4-12.

Les mouvements détaillés par pôle illustrent la stratégie de réduction du bilan et de stricte maîtrise des risques initiée en 2010 : les encours pondérés sont en forte baisse ce trimestre dans les Réseaux Internationaux (-9,1%, reflétant la cession de la filiale NSGB), stables dans l'ensemble du pôle Banque Privée, Gestion d'Actifs et Services aux Investisseurs, dans les activités de Services Financiers Spécialisés (hors Assurance), ainsi que dans les Réseaux France (hors assurance), dans une économie morose. Les activités pérennes de la Banque de Financement et d'Investissement progressent de +1,4%.

Dans la lignée des trimestres précédents, les encours pondérés relatifs aux actifs gérés en extinction se réduisent de -19,4% au T1-13 par rapport au T4-12 sous l'effet des cessions et amortissements. Au total, ces encours pondérés sont limités à 7,9 milliards d'euros à fin mars, soit 2,5% du total des encours pondérés du Groupe.

⁽¹⁾ Ce montant comprend notamment (i) 5,3 milliards d'euros de titres super-subordonnés et (ii) 0,5 milliard d'euros de titres subordonnés à durée indéterminée

⁽²⁾ Bilan financé / ratio crédits sur dépôts du Groupe / réserves de liquidité : voir note méthodologique

Le ratio Tier 1 du Groupe s'établit au 31 mars 2013 à 12,4% (12,5% à fin 2012), tandis que le ratio **Core Tier 1**, qui s'élevait à 10,7% au 31 décembre 2012 dans le référentiel dit « Bâle 2.5 » déterminé selon les règles de l'Autorité Bancaire Européenne (ABE), est de 10,6% à fin mars 2013, après la prise en compte de changements comptables et réglementaires qui réduisent le ratio de -95 points de base ce trimestre et compensent la forte génération de capital du Groupe au T1-13 (+84 points de base).

Notamment, la fin du régime dérogatoire des filiales d'Assurance, réduit le ratio de -69 points de base, et l'intégration en fonds propres des engagements postérieurs à l'emploi à la suite de l'entrée en application de la norme IAS 19 a un impact de -17 points de base sur le ratio. Enfin, la prise en compte, selon la norme IFRS 13, de l'ajustement de valeur au titre du risque de crédit (*Credit Value Adjustment* ou CVA) sur les produits dérivés diminue le résultat pour un impact à ce titre de -9 points de base.

Il convient de noter que le mouvement symétrique à la CVA concernant les engagements de la banque sur produits dérivés (*Debit Value Adjustment* ou DVA), qui mesure l'effet en résultat du risque de crédit propre associé aux produits dérivés, est neutralisé pour la détermination du ratio, et à ce titre n'entre pas dans le calcul du bénéfice distribuable.

La contribution au ratio des résultats du trimestre (hors effet CVA, nette de la provision pour dividendes) atteint +20pb, complétée par l'effet des opérations de réduction de la taille du bilan (cessions de filiales, cessions et amortissements du portefeuille d'actifs gérés en extinction), qui induisent une hausse de +58 points de base du Ratio Core Tier 1. Les autres effets cumulés (change, réduction des encours pondérés des métiers, etc.) contribuent pour +6 points de base au ratio du trimestre.

Le Groupe publie ce trimestre son ratio de capital Core Tier 1 selon les règles « Bâle 3 » (qui intègrent les exigences de la CRD 4). Ce ratio s'élève à 8,7% à la fin du T1-13. L'objectif du Groupe est de viser un ratio CT1 Bâle 3 (hors bénéfice des mesures transitoires) proche de 9.5% à la fin de l'année 2013. D'ores et déjà un certain nombre de mesures programmées (paiement du dividende en actions, augmentation de capital réservée aux collaborateurs et poursuite des mesures de "deleveraging" de SSG) devraient se traduire par une augmentation d'environ 20 points de base du ratio. Au delà, le complément de renforcement du ratio proviendra pour l'essentiel du maintien d'une génération solide de résultat.

Le Groupe est noté A2 par Moody's, A par S&P, et A+ par Fitch.

3. RESEAUX FRANCE

<i>M EUR</i>	T1-12	T1-13	Var T1/T1
Produit net bancaire	2 046	2 015	-1,5% -1,4%(a)
Frais de gestion	(1 347)	(1 310)	-2,7%
Résultat brut d'exploitation	699	705	+0,9% +1,3%(a)
Coût net du risque	(203)	(301)	+48,3%
Résultat d'exploitation	496	404	-18,5%
Résultat net part du Groupe	326	256	-21,5%

(a) Hors PEL/CEL

Dans un environnement macroéconomique toujours dégradé en France, les **Réseaux France** affichent au premier trimestre 2013 une activité commerciale résiliente et démontrent à nouveau la solidité de leurs fonds de commerce.

Dans un contexte de concurrence toujours vive sur la collecte d'épargne, les encours de dépôts bilanciaux progressent de +9,2% par rapport au premier trimestre 2012 à 149,2 milliards d'euros. Par segment de clientèle, la collecte de dépôts reste très dynamique sur le marché des particuliers (+8,1%) et en forte reprise sur le marché des entreprises (+10,4%). Par type de supports d'épargne, la croissance des dépôts est tirée par la collecte de dépôts à terme et certificats de dépôt (+37,2%) qui bénéficient toujours du succès des offres « CAT Croissance » et « CAT Trésor + » à destination des grandes entreprises et des PME. L'épargne réglementée est également en forte progression, toujours portée d'une part par la hausse des encours de Livret A (+32,2%) et du Livret de Développement Durable (+25,0%), qui profitent du relèvement de leur plafond, et d'autre part par la progression des Comptes Sur Livrets (+7,1%). Les dépôts à vue restent stables (+0,5%) par rapport au T1-12.

Cette croissance s'accompagne d'une collecte nette positive d'assurance-vie au premier trimestre 2013 de +822 millions d'euros, dans un marché dont la collecte nette redevient positive (+6,7 milliards d'euros par rapport à la même période de l'année précédente).

Les Réseaux France restent engagés auprès de leurs clients et continuent de soutenir activement l'économie en accompagnant les entreprises et les particuliers dans le financement de leurs projets. Néanmoins, dans un contexte d'incertitudes économiques, la demande de financements demeure faible, comme en témoigne la progression limitée des encours de crédits (+0,7% par rapport au premier trimestre 2012 à 176,3 milliards d'euros).

Les encours de crédits aux entreprises s'élèvent à 79,5 milliards d'euros (+0,6%), les encours de crédits de fonctionnement progressant de +7,3% à 13,2 milliards d'euros. A l'inverse, les encours de crédits d'investissement baissent de -1,0% à 63,3 milliards d'euros.

Les encours de crédits aux particuliers progressent de +1,1% par rapport au T1-12 à 95,5 milliards d'euros, toujours tirés par la progression des encours de crédits immobiliers (+1,4%). La production de crédits immobiliers est néanmoins en repli marqué par rapport au premier trimestre 2012, en raison de la faiblesse de la demande.

Le ratio crédits sur dépôts moyens s'élève à 118% au premier trimestre 2013 contre 128% à la même période de l'année précédente et s'améliore ainsi de 10 points.

Les revenus des Réseaux France sont résilients avec un produit net bancaire de 2 015 millions d'euros, en légère baisse de -1,4% (hors PEL/CEL) par rapport au premier trimestre 2012. La marge d'intérêts est en hausse de +0,2% (hors PEL/CEL) par rapport au premier trimestre 2012, les effets de

la baisse des taux de remplacement étant compensés par la hausse des encours de dépôts et la progression de la marge sur crédits (+10 points de base par rapport à la même période de l'année précédente).

Les commissions baissent de -3,4% par rapport au premier trimestre de 2012. Les commissions de service diminuent de -2,6% par rapport à la même période. Les commissions financières reculent de (-6,4%) en raison d'un volume d'opérations financières émanant de la clientèle de particuliers toujours faible.

Les frais de gestion sont en recul de -2,7% par rapport au premier trimestre 2012, traduisant l'effet des plans d'économies engagés, portant notamment sur les gains en efficacité, la maîtrise des dépenses informatiques et sur la baisse du recours aux prestataires externes.

Les Réseaux France dégagent un résultat brut d'exploitation de 705 millions d'euros en hausse de +1,3% (hors PEL/CEL) par rapport au premier trimestre 2012.

Dans un environnement économique mal orienté, le coût du risque des Réseaux France s'élève à 65 points de base au premier trimestre 2013. Il est stable par rapport à celui du trimestre précédent.

Au total, les Réseaux France dégagent un résultat net part du Groupe de 256 millions d'euros, en retrait de -21,5% par rapport au premier trimestre 2012.

4. RESEAUX INTERNATIONAUX

M EUR	T1-12	T1-13	Var T1/T1
Produit net bancaire	1 226	1 131	-7,7%
<i>A données constantes*</i>			-1,3%
Frais de gestion	(758)	(698)	-7,9%
<i>A données constantes*</i>			+0,5%
Résultat brut d'exploitation	468	433	-7,5%
<i>A données constantes*</i>			-4,1%
Coût net du risque	(350)	(273)	-22,0%
Résultat d'exploitation	118	160	+35,6%
<i>A données constantes*</i>			-21,3%
Résultat net part du Groupe	45	79	+75,6%

Au sein du pôle Réseaux Internationaux, le premier trimestre 2013 aura été marqué par une activité commerciale solide réalisée dans un contexte de taux bas et de ralentissement économique. A fin mars 2013, les encours de crédits des Réseaux Internationaux (hors Égypte⁽¹⁾) s'élevèrent à 62,6 milliards d'euros, en progression de +3,7%* par rapport au T1-12, portés par le dynamisme de la clientèle de particuliers (en hausse de 8,9%*). Sur la même période, les dépôts (hors Égypte) sont en forte croissance +7,1%* à 64,1 milliards d'euros, grâce à une solide collecte en Russie (+13,5%), dans les pays d'Europe centrale et orientale (+13,4%*) et en Afrique subsaharienne (+12,4%*). Le ratio crédits sur dépôts s'améliore par conséquent de 3 points par rapport à fin décembre 2012, à (98%).

Cet effet volume positif a largement été gommé par l'environnement de taux bas dans les principales implantations européennes du pôle. Les **revenus** des Réseaux Internationaux s'inscrivent en baisse de -1,3%* par rapport à fin mars 2012 à 1 131 millions d'euros. Cette évolution traduit des performances assez distinctes selon les zones : en effet, les revenus progressent en Russie, dans le Bassin Méditerranéen et en Afrique subsaharienne alors que la Roumanie, la République tchèque et les autres pays d'Europe centrale et orientale enregistrent des revenus en baisse.

Sur la même période les coûts sont en progression limitée de +0,5%* (à 698 millions d'euros), reflétant la bonne maîtrise des **frais de gestion**, avec des baisses marquées en Russie, en Roumanie, en République tchèque, et dans les autres pays d'Europe centrale et Orientale. En Afrique subsaharienne et dans le Bassin méditerranéen, les frais généraux accompagnent l'expansion du réseau qui s'est agrandi de 29 agences en un an.

Le pôle affiche un résultat brut d'exploitation de 433 millions d'euros à fin mars 2013 (-4,1%*) et un coefficient d'exploitation de 61,7%, en légère amélioration par rapport à l'an passé.

Au global, le **résultat net part du Groupe** des Réseaux Internationaux ressort à 79 millions d'euros.

(1) Le Groupe a cédé sa filiale égyptienne NSGB à QNB le 26 mars 2013. Les résultats de NSGB sont intégrés dans ceux du pôle Réseaux Internationaux (deux mois de résultats en 2013), les encours ont été comptablement reclassés en « actifs destinés à être cédés » depuis fin 2012. Le produit de la cession de NSGB est inscrit dans les résultats du Hors Pôles.

En Russie (périmètre comprenant Rosbank, Delta Crédit et leurs filiales consolidées dans le pôle Réseaux Internationaux, et 25% de Rusfinance), l'amélioration constatée les précédents trimestres se confirme. Le produit net bancaire progresse de +13,9%⁽¹⁾. Les mesures d'amélioration de l'efficacité opérationnelle initiées en 2012 (rationalisation des agences et réduction des effectifs) ont permis d'abaisser significativement la base de coûts (-4,4%* par rapport au T1-12) malgré une inflation élevée. Le résultat net part du Groupe ressort à 19 millions d'euros, à rapprocher d'une perte de -20 millions d'euros au T1-12.

Au global, le rééquilibrage du portefeuille de clients ainsi que le succès des émissions obligataires en nom Rosbank (31 milliards de EUR levés en 2013, soit 775 millions d'euros) ont permis de renforcer la structure bilancielle.

Sur la clientèle des particuliers, les encours de crédits enregistrent une forte progression (+21,5%* par rapport au T1-12), particulièrement dynamique pour les crédits en rouble (+28%* pour Rosbank), qui s'accompagne d'une collecte de dépôts également solide sur la même période (+7,3%* dont +11%* pour les dépôts en rouble pour Rosbank).

Sur la clientèle des entreprises, les encours de crédits se sont stabilisés par rapport au T1-12, enrayant la baisse enregistrée en 2012. Cette inflexion de tendance reflète une production dynamique, orientée notamment sur les crédits en rouble (encours +21%*). En parallèle, les dépôts progressent de +17,7%* sur la même période.

Le recentrage et le déploiement de nouvelles initiatives commerciales depuis 2012 s'accompagnent du développement des synergies entre les différentes entités russes et les lignes métiers du Groupe, en particulier avec la Banque de Financement et d'Investissement. Le Groupe est intervenu ce trimestre en tant que *Mandated Lead Arranger* et teneur de livre dans le financement de l'acquisition de TNK-BP par Rosneft, une transaction majeure du secteur pétrolier (montant total de l'acquisition de 56 milliards d'USD). En parallèle, sur les quatre premiers mois de l'année 2013, Société Générale a conduit 17 mandats d'émissions obligataires pour un montant de 7,5 milliards d'euros. Il se classe 3^{ème} en Russie pour les émissions obligataires en devises (source Dealogic). Au total, l'entité SG Russie⁽²⁾ contribue à hauteur de 39 millions d'euros au résultat net part du Groupe du trimestre.

En République tchèque, dans une situation économique dégradée, Komerční Banka (KB) a affiché une activité commerciale dynamique au T1-13 : les encours de crédits ont progressé de (+5,3%*) par rapport au T1-12, soutenus par la clientèle d'entreprises. Sur la même période, les dépôts ont enregistré une hausse de +6,4%*. Malgré cet effet volume positif, les revenus sont en retrait par rapport au T1-12 (-6,5%*), sous l'effet des baisses successives des marges sur dépôts et d'une plus-value non-récurrente enregistrée au T1-12. Toutefois, KB a une fois de plus démontré sa capacité à maîtriser ses coûts (-1,6*). La contribution au résultat net part du Groupe ressort à 51 millions d'euros au T1-13, traduisant la résilience de la filiale dans un environnement en ralentissement économique.

En Roumanie (BRD), dans un contexte économique difficile, le Groupe a enregistré une baisse des encours de crédits de -2,6%*. La dynamique du segment de la clientèle des particuliers, notamment dans les prêts immobiliers, ne permet pas de compenser le recul du segment des entreprises. En parallèle, le Groupe a renforcé sa base de dépôts (+2,9%*). Les revenus sont en retrait sur le trimestre (-4,5%*) sous l'effet cumulé des faibles volumes et de la poursuite de la pression sur la marge d'intérêt. Toutefois, la rationalisation du dispositif de la BRD (réduction des effectifs et du nombre d'agences) se traduit par une baisse des coûts de -2,5%* par rapport au T1-12 malgré une forte hausse de l'inflation sur la période. Le coût du risque reste élevé, mais s'inscrit en repli par rapport au T4-12 sous l'effet des mesures visant à contrôler strictement la prise de risque. Au global, le résultat net part du Groupe de BRD ressort à -5 millions d'euros au T1-13 (-3 millions d'euros au T1-12).

Dans les **autres pays d'Europe centrale et orientale**, la collecte de dépôts reste soutenue (+13,4%* par rapport au T1-12) particulièrement sur la clientèle d'entreprises alors que l'activité de crédits est stable sur la même période (+0,4%*). Au total, les revenus reculent de -3,8%*, pénalisés par un repli de la rémunération des crédits, dans un contexte de baisse de l'Euribor et une hausse du coût des

(1) Fin 2012 les entités BelRosbank (Biélorussie) et AVD, filiale de recouvrement de Rosbank ont été cédées dans le cadre du recentrage du Groupe

(2) Résultat de SG Russie : contribution des entités Rosbank, Delta Credit Bank, Rusfinance Bank, Société Générale Insurance, ALD automotive et de leurs filiales consolidées aux résultats des métiers.

dépôts. Les coûts sont stables (-0,1*) sur la période. Le résultat brut d'exploitation de la région ressort à 36 millions d'euros.

Dans le **Bassin méditerranéen**, à fin mars 2013, le Groupe affiche une hausse des dépôts de +4.8%* par rapport au T1-12, particulièrement forte en Algérie (+24%*) alors que les encours de crédits progressent faiblement (+0.7%*) par rapport au T1-12. En hausse de (+2,5%*) par rapport au T1-12, les revenus sont en progression dans toutes les entités. Les frais de gestion progressent plus vite que le PNB (+12,7%*), accompagnant la croissance du réseau (+ 6 agences en un an) et sous l'effet de l'inflation élevée localement. Le résultat net part du Groupe ressort à 41 millions d'euros au T1-2013.

En **Afrique subsaharienne**, le Groupe a densifié son réseau de +23 agences par rapport au T1-12. Le début d'année 2013 a connu une activité commerciale dynamique : les encours de crédits ont progressé de +6,3%* par rapport au T1-12, avec une hausse particulièrement forte du segment clientèle des particuliers (+24,3%*). En parallèle, les dépôts affichent une hausse soutenue de +12,4%*. En ligne avec cette dynamique, les revenus progressent de +11,9%* par rapport au T1-12 et les frais de gestion de +10,1%* sur la même période.

5. SERVICES FINANCIERS SPECIALISES ET ASSURANCES

<i>MEUR</i>	T1-12	T1-13	Var T1/T1
Produit net bancaire	849	868	+2,2%
<i>A données constantes*</i>			+2,9%
Frais de gestion	(455)	(442)	-2,9%
<i>A données constantes*</i>			-1,1%
Résultat brut d'exploitation	394	426	+8,1%
<i>A données constantes*</i>			+7,5%
Coût net du risque	(166)	(155)	-6,6%
Résultat d'exploitation	228	271	+18,9%
<i>A données constantes*</i>			+15,9%
Résultat net part du Groupe	163	192	+17,8%

Le pôle **Services Financiers Spécialisés et Assurances** regroupe :

- (i) les **Services Financiers Spécialisés** (Location longue durée et gestion de flottes de véhicules, Financement des biens d'équipements professionnels, Crédit à la consommation),
- (ii) l'**Assurance** (Vie, Prévoyance, Dommages).

Tout en poursuivant l'adaptation de son modèle aux contraintes de ressources, les **Services Financiers Spécialisés et Assurances** continuent d'afficher des résultats solides en croissance de +17,8%* par rapport au T1-12, à 192 millions d'euros.

En dépit d'un environnement de marché automobile difficile, le métier de **Location longue durée et gestion de flottes de véhicules** affiche une bonne dynamique avec un parc automobile de plus de 962 000 véhicules (+4,4%⁽¹⁾) par rapport à fin mars 2012) et bénéficie de la gestion proactive de ses valeurs résiduelles depuis 2009.

Dans un contexte de développement sélectif, la production des activités de **Financement des biens d'équipements professionnels** est en repli de -6,6%* par rapport au T1-12 à 1,5 milliards d'euros (hors affacturage). Les marges à la production sont maintenues à un niveau élevé. A fin mars 2013, les encours de crédits s'établissent à 17,4 milliards d'euros (hors affacturage), en baisse de -4,3%* par rapport à fin mars 2012. Le métier maintient des positions solides sur ses marchés de référence, tout en poursuivant l'adaptation de son modèle opérationnel, en particulier au travers du développement de son financement externe (opération de titrisation de créances pour 0,5 milliard d'euros réalisée en Allemagne en février 2013).

Le métier de **Crédit à la consommation** confirme son redressement, bénéficiant des efforts entamés depuis 2011 en termes de recentrage du dispositif géographique et de réallocation de ses ressources sur des activités améliorant le profil de risque et de rentabilité. La production est stable sur la période, à 2,4 milliards d'euros. Les encours de crédits s'élèvent à 21,8 milliards d'euros, en recul de -2,7%* par rapport à fin mars 2012.

Au cours du premier trimestre, le pôle a réalisé des opérations de refinancement externe pour un total de 1,1 milliard d'euros supplémentaire. En 2012, un total de 4,2 milliards d'euros avait été levé.

Sur le trimestre, le produit net bancaire des **Services Financiers Spécialisés** reste stable par rapport au T1-12, à 685 millions d'euros. Les frais de gestion s'améliorent de -1,8%*, à 375 millions d'euros. Le coût du risque diminue à -155 millions d'euros (113 points de base) contre -166 millions d'euros

(1) A isopérimètre

(121 points de base) au T1-12. Le résultat d'exploitation ressort à 155 millions d'euros, en hausse de +15,1%* par rapport au T1-12.

Le métier **Assurance** affiche sur le trimestre de bonnes performances, tant en France qu'à l'international. En assurance-vie, la collecte nette est de 1,3 milliards d'euros et les provisions mathématiques s'établissent à 81,3 milliards d'euros à fin mars 2013, en progression de +5,9%* par rapport au T1-12. En assurance-prévoyance et assurance-dommages les primes progressent respectivement de +38,9%* et de +21,9%* par rapport au T1-12.

Le produit net bancaire de l'activité Assurance s'élève à 183 millions d'euros, en progression de +11,5%* par rapport au T1-12 alors que la progression des frais de gestion est limitée à 3,0%*. Le résultat d'exploitation s'élève à 116 millions d'euros, en hausse de +17,0%* par rapport au T1-12.

6. BANQUE DE FINANCEMENT ET D'INVESTISSEMENT

M EUR	T1-12	T1-13	Var T1/T1
Produit net bancaire	1 867	1 904	+2,0%
<i>A données constantes*</i>			+3,0%
Activités de Financement et Conseil	276	475	+72,1%
<i>A données constantes*</i>			+73,4%
Activités de Marché (1)	1 648	1 439	-12,7%
<i>A données constantes*</i>			-11,8%
Actifs gérés en extinction	(57)	(10)	+82,5%
Frais de gestion	(1 220)	(1 161)	-4,8%
<i>A données constantes*</i>			-4,0%
Résultat brut d'exploitation	647	743	+14,8%
<i>A données constantes*</i>			+16,3%
Coût net du risque	(153)	(74)	-51,6%
<i>Dont Actifs gérés en extinction</i>	(115)	(35)	-69,6%
Résultat d'exploitation	494	669	+35,4%
<i>A données constantes*</i>			+37,7%
Résultat net part du Groupe	351	494	+40,7%

(1) Dont "Actions" 685 M EUR au T1-13 (655 M EUR au T1-12) et "Taux, Change, Matières premières" 754 M EUR au T1 13 (993 M EUR au T1-12)

Le début du trimestre a été marqué par un apaisement de la crise financière en zone euro, dans la continuité de la fin d'année, et par un rebond des marchés. L'environnement s'est ensuite dégradé à la suite des élections en Italie et de la crise chypriote en mars qui ont entraîné une baisse de l'appétit au risque des investisseurs.

Dans ce contexte, les revenus de la Banque de Financement et d'Investissement s'élèvent à 1 904 millions d'euros sur le trimestre, en hausse de +2,0% par rapport au T1-12. Retraités de l'impact CVA/DVA (-64 millions d'euros au T1-13) et de la décote nette sur les crédits cédés (-226 millions d'euros au T1-12), les revenus sont en baisse de -6,0%.

Les **Activités de Marché** affichent des revenus résilients, à 1 514 millions d'euros, hors CVA/DVA (-75 millions d'euros sur le T1-13) soit une baisse de -7,2%⁽¹⁾ par rapport à un très bon T1-12, qui avait bénéficié de conditions de marché favorables. Cette bonne tenue des revenus s'explique notamment par la très bonne performance commerciale sur les produits structurés. En parallèle, l'exposition aux risques de marché a été maintenue à un niveau bas.

Les activités **Actions** voient leurs revenus progresser de +11,9%⁽¹⁾ par rapport au T1-12, à 735 millions d'euros hors CVA/DVA (-50 millions d'euros au T1-13). Les revenus sont tirés par la hausse des volumes en Asie, notamment sur les produits structurés, ainsi que par la performance des activités de flux, en particulier sur l'activité prêt emprunt actions. SG CIB a été élu « *Equity Derivatives House of the Year* » (*Risk awards 2013*) et maintient son leadership dans les métiers de dérivés actions, avec notamment une part de marché de 14,5% sur les warrants. Par ailleurs, le niveau des actifs sous gestion de Lyxor atteint ce trimestre 75,3 milliards d'euros, stable par rapport à fin 2012. La plateforme de comptes gérés de Lyxor a de nouveau été récompensée et a été nommée « *Leading Managed Account Platform* » par le Hedge Fund Journal.

(1) à isopérimètre

Avec des revenus à 779 millions d'euros, hors impact CVA/DVA (-25 millions d'euros au T1-13), les activités **Taux, Changes et Matières premières** affichent des revenus en baisse de -20,1%⁽¹⁾ par rapport à un très bon premier trimestre 2012 qui avait bénéficié des effets de la normalisation du marché. L'activité commerciale a néanmoins bien résisté, notamment sur les produits structurés. Les activités de taux et de crédit affichent une performance solide, tandis que les activités de Changes et Matières premières sont en retrait. SG CIB a vu une nouvelle fois son expertise reconnue par ses clients asiatiques, n°1 du classement général « Asia Risk interdealer rankings 2013 », et n°1 dans la catégorie « Interest rates products ».

Les métiers de **Financement et Conseil** extériorisent des revenus à 464 millions d'euros hors impact CVA/DVA (+11 millions d'euros), en forte hausse par rapport au T1-12 qui avait été marqué par l'impact négatif du plan de cession de crédits (décote nette de -226 millions d'euros). Hors impact CVA/DVA et décote nette sur les crédits cédés, les revenus sont en baisse de -10,4%⁽¹⁾ reflétant notamment la perte de revenus récurrents faisant suite au recentrage des activités effectué en 2012. Les activités de financements structurés affichent une bonne performance commerciale, s'appuyant sur des franchises solides (financements de ressources naturelles, d'exportations et d'infrastructures). Les marchés de capitaux bénéficient d'une activité soutenue sur les émissions obligataires et les financements à effet de levier, alors que les émissions d'actions et les activités de fusions et acquisitions ont souffert des faibles volumes en Europe. SG CIB a participé à des transactions emblématiques au T1-13, comme le financement du quatrième Airbus A380 de Thai Airways qui s'inscrit dans le développement du modèle « *Originate-to-Distribute* », la transaction ayant été entièrement financée par un investisseur externe. En outre, SG CIB a été mandaté par Veolia Environnement pour être coordinateur global et codiriger une émission hybride en deux tranches de respectivement 1 milliard d'euros et 400 millions de GBP. Au cours du mois de février 2013, SG CIB a été désigné « Meilleur arrangeur en financement de projet » par *Euroweek*. Enfin, son positionnement sur les marchés de dette et actions s'est amélioré puisque SG CIB se place n°2 sur les émissions obligataires en Euro, n°2 sur les émissions obligataires en Euro pour les institutions financières et les souverains et n°1 sur les émissions d'actions et obligations convertibles en France (Thomson Reuters – IFR, classements à fin mars 2013).

L'impact en produit net bancaire des actifs gérés en extinction est faible sur le trimestre (-10 millions d'euros au T1-13 contre -57 millions d'euros au T1-12).

Les **frais de gestion** s'inscrivent en baisse de -4,0%* sur un an confirmant l'effet des plans de restructuration et de réduction des coûts engagés fin 2011, portant ainsi la baisse à -12% par rapport à T1-11. Le coefficient d'exploitation s'établit à 61,0%, en baisse de -4 points par rapport au T1-12.

Le **coût net du risque** des activités pérennes de la Banque de Financement et d'Investissement reste bas au T1-13 (20 points de base contre 44 points de base au T4-12) démontrant la qualité de son portefeuille. La charge nette du risque des actifs gérés en extinction reste contenue sur la période à -35 millions d'euros contre -115 millions au T1-12.

La contribution totale du pôle au résultat net part du Groupe pour le premier trimestre 2013 s'élève à 494 millions d'euros contre 351 millions d'euros au T1-12, en hausse de +40,7%. Après retraitement de l'impact de la CVA/DVA au T1-13 et hors décote nette sur les crédits cédés au T1-12, la contribution reste en hausse de +6,7% sur un an.

⁽¹⁾ À Isopérimètre

7. BANQUE PRIVEE, GESTION D'ACTIFS ET SERVICES AUX INVESTISSEURS

M EUR	T1-12	T1-13	Var T1/T1
Produit net bancaire	553	457	-17,4%
<i>A données constantes*</i>			-3,0%
Frais de gestion	(484)	(397)	-18,0%
<i>A données constantes*</i>			-2,0%
Résultat d'exploitation	61	62	+1,6%
<i>A données constantes*</i>			+6,8%
Résultat net part du Groupe	81	73	-9,9%
<i>dont Banque Privée</i>	36	43	+19,4%
<i>dont Gestion d'Actifs</i>	37	26	-29,7%
<i>dont Services aux investisseurs et Courtage</i>	8	4	-50,0%

Le pôle **Banque Privée, Gestion d'Actifs et Services aux Investisseurs** regroupe quatre activités :

- (i) **la Banque Privée** (Société Générale Private Banking) ;
- (ii) **la Gestion d'Actifs** (Amundi et TCW⁽¹⁾) ;
- (iii) **les Services aux Investisseurs** (Société Générale Securities & Services) ;
- (iv) **le Courtage** (Newedge)

Au premier trimestre 2013, le pôle **Banque privée, Gestion d'Actifs et Services aux Investisseurs** finalise la cession de TCW, enregistre des signes positifs sur le plan commercial et atteint un résultat net part du Groupe de 73 millions d'euros, en progression par rapport au dernier trimestre 2012 mais en baisse de -8,8%* par rapport au T1-12.

A 457 millions d'euros, les revenus sont en baisse de -3,0%*. Les frais de gestion diminuent de -2,0%* à 397 millions d'euros. Ils continuent de bénéficier des efforts d'efficacité opérationnelle initiés. Le résultat brut d'exploitation, à 60 millions d'euros, ressort en baisse de -9,0%* par rapport au T1-12.

Banque Privée

La Banque Privée confirme le redressement de son activité. Les actifs gérés s'établissent à 87,9 milliards d'euros fin mars 2013, en progression de +2,2% par rapport à décembre 2012 dont +0,3 milliard d'euros de collecte, +3,7 milliards d'euros d'effet « marché », -2,2 milliards d'euros d'effet « change ».

Bénéficiant notamment d'une meilleure perception par la clientèle du contexte macroéconomique, à 206 millions d'euros, les revenus de la ligne métier poursuivent leur redressement et sont en hausse de +4,6%* par rapport au T1-12, en particulier les commissions et la marge d'intérêt commerciale. La marge brute de la ligne métier atteint 95pb, en progression de 2pb par rapport au T4-12. A 155 millions d'euros les frais de gestion sont en hausse de +7,6%* par rapport au T1-12.

Le résultat brut d'exploitation s'élève à 51 millions d'euros (contre 52 millions d'euros au T1-12) et la contribution de la ligne-métier au résultat net part du Groupe se redresse à 43 millions d'euros contre 36 millions d'euros au T1-12.

La ligne métier a été à nouveau distinguée comme la meilleure banque privée en Europe pour son équipe d'ingénierie patrimoniale (Wealth Briefing awards 2013 du 2 mai 2013)

⁽¹⁾ La cession de TCW, annoncée au T3-12, a été finalisée au T1-13

Services aux Investisseurs (SGSS) et Courtage (Newedge)

Au T1-13, les activités de Services aux Investisseurs affichent une bonne dynamique commerciale avec une progression à la fois des actifs en conservation et administrés respectivement de +4% et +12% par rapport au T1-12, à 3 493 milliards d'euros et à 479 milliards d'euros à fin mars 2013.

La ligne-métier a été classée n°1 en Russie, en République tchèque, en Croatie, et en Pologne par le magazine *Global Investor/ISF* dans le cadre de son Étude 2013 sur la sous-conservation.

Dans un volume global de marché en légère reprise, Newedge maintient une part de marché élevée à 11,8% au T1-13.

Sur le trimestre, les revenus des Services aux Investisseurs sont en légère baisse (-1,3%* par rapport au T1-12) quand ceux de Newedge, où un plan d'adaptation est en cours, baissent sensiblement. La ligne-métier affiche des revenus à 243 millions d'euros. Sous l'effet de la poursuite des mesures d'efficacité opérationnelle, les frais de gestion diminuent respectivement de -4,1%* et -10,7%*, soit un montant total de 234 millions d'euros contre 252 millions d'euros au T1-12. Le résultat brut d'exploitation s'établit à 9 millions d'euros (contre 16 millions d'euros au T1-12) et la contribution de la ligne-métier au résultat net part du Groupe atteint 4 millions d'euros contre 8 millions d'euros au T1-12, en raison de la baisse des résultats de Newedge.

Gestion d'Actifs

Au cours du T1-13, la cession de TCW a été finalisée. La Gestion d'Actifs dégage un résultat brut d'exploitation neutre constitué principalement des revenus et coûts des activités d'épargne salariale.

La contribution d'Amundi est de 26 millions d'euros au T1-13, contre 37 millions d'euros au T1-12.

8. HORS PÔLES

<i>MEUR</i>	T1-12	T1-13	Var T1/T1
Produit net bancaire	(230)	(1 287)	n/s
<i>A données constantes*</i>			<i>n/s</i>
Frais de gestion	(69)	(59)	-14,5%
<i>A données constantes*</i>			<i>-14,5%</i>
Résultat brut d'exploitation	(299)	(1 346)	n/s
<i>A données constantes*</i>			<i>n/s</i>
Coût net du risque	(22)	(126)	x 5,7
Résultat d'exploitation	(321)	(1 472)	n/s
<i>A données constantes*</i>			<i>n/s</i>
Résultat net part du Groupe	(234)	(730)	n/s

Le Hors Pôles inclut :

- le portefeuille immobilier du Groupe, les bureaux et autres locaux,
- le portefeuille de participations industrielles et bancaires,
- les fonctions de centrale financière du Groupe, certains coûts relatifs aux projets transversaux et certains coûts engagés par le Groupe et non refacturés.

Le produit net bancaire du Hors Pôles intègre notamment la réévaluation de la dette liée au risque de crédit propre pour -1 045 millions d'euros au T1-13 (-181 millions d'euros au T1-12).

Les frais de gestion du trimestre s'élèvent à -59 millions d'euros contre -69 millions d'euros en 2012.

La charge nette du risque, qui tient compte d'une dotation complémentaire aux provisions pour litiges de -100 millions d'euros, s'élève à -126 millions d'euros contre -22 millions d'euros en 2012.

Enfin, le Hors Pôles porte également ce trimestre le gain lié à la cession de NSGB pour +417 millions d'euros avant impôt et +377 millions d'euros après impôt.

Le résultat net du Hors Pôles affiche une perte de -730 millions d'euros au T1-13, contre -234 millions d'euros au T1-12. Retraité des éléments non-économiques et non-récurrents**, le résultat net part du Groupe du Hors Pôles est de -343 millions d'euros au T1-13.

9. CONCLUSION

Avec un résultat net part du Groupe de 852 millions d'euros** au premier trimestre 2013, Société Générale démontre une nouvelle fois sa capacité d'adaptation. Ses métiers s'appuient sur des positions commerciales fortes dans tous leurs marchés, sur un portefeuille de clients sain et un contrôle des risques strict pour étayer des revenus récurrents solides. Afin d'améliorer encore sa rentabilité à moyen terme, le Groupe a engagé dès 2012 la deuxième phase de son plan de transformation, avec un plan d'économies qui vise à réaliser 1 450 millions d'économies de coûts sur la période 2012-2015, par la simplification des structures, l'optimisation des frais de gestion et le déploiement des synergies entre pôles. Doté d'un bilan solide, équilibré, et déjà conforme aux exigences « Bâle 3 », Société Générale affiche sa capacité à atteindre son objectif de capital Core Tier 1 Bâle 3, proche de 9,5% à fin 2013 tout en déployant son modèle de Banque relationnelle de référence au service de ses clients.

La transformation du Groupe doit lui permettre de dégager un ROE de 10% à fin 2015, en s'appuyant sur des métiers adaptés au nouvel environnement économique et réglementaire.

Calendrier de communication financière 2013

22 mai 2013	Assemblée Générale
1 ^{er} août 2013	Publication des résultats du deuxième trimestre 2013
7 novembre 2013	Publication des résultats du troisième trimestre 2013

Ce document peut comporter des éléments de projection et des commentaires relatifs aux objectifs et stratégies du Groupe Société Générale. Par nature, ces projections reposent sur des hypothèses, à la fois générales et spécifiques, notamment - sauf mention spécifique - l'application des principes et méthodes comptables conformes au référentiel IFRS (International Financial Reporting Standards) tel qu'adopté dans l'Union européenne ainsi que l'application de la réglementation prudentielle en vigueur à ce jour.

Ces éléments sont issus de scénarii fondés sur un certain nombre d'hypothèses économiques dans un contexte concurrentiel et réglementaire donné. Le Groupe peut ne pas être en mesure :

- d'anticiper tous les risques, incertitudes ou autres facteurs susceptibles d'affecter son activité et d'en évaluer leurs conséquences potentielles ;
- d'évaluer avec précision dans quelle mesure la matérialisation d'un risque ou d'une combinaison de risques pourrait avoir des résultats significativement différents de ceux projetés dans le présent communiqué de presse.

Le risque existe que ces projections ne soient pas atteintes. Avant de fonder une décision sur les éléments de ce document, les investisseurs doivent considérer les facteurs d'incertitude et de risque susceptibles d'affecter l'activité du Groupe.

Les sources des classements sont mentionnées explicitement, à défaut, l'information est de source interne.

ANNEXE 1 : DONNEES CHIFFREES

COMPTE DE RESULTAT CONSOLIDE (en millions d'euros)

	T1-12	T1-13	Var T1/T1	
Produit net bancaire	6 311	5 088	-19,4%	-16,7%*
Frais de gestion	(4 333)	(4 067)	-6,1%	-2,5%*
Résultat brut d'exploitation	1 978	1 021	-48,4%	-47,8%*
Coût net du risque	(902)	(927)	+2,8%	+17,5%*
Résultat d'exploitation	1 076	94	-91,3%	-94,7%*
Gains ou pertes nets sur autres actifs	15	448	x 29,9	
Quote-part du résultat net des entreprises mises en équivalence	47	39	-17,0%	
Pertes de valeur des écarts d'acquisition	0	0	n/s	
Charge fiscale	(299)	(119)	-60,2%	
Résultat net	839	462	-44,9%	
Dont participations ne donnant pas le contrôle	107	98	-8,4%	
Résultat net part du Groupe	732	364	-50,3%	-56,3%*
ROTE Groupe (après impôt)	7,9%	3,2%		
Ratio Tier 1 fin de période	11,1%	12,4%		

* A périmètre et taux de change constants

RESULTAT NET PART DU GROUPE APRES IMPOT PAR METIER (en millions d'euros)

	T1-12	T1-13	Var T1/T1
Réseaux France	326	256	-21,5%
Réseaux Internationaux	45	79	+75,6%
Banque de Financement et d'Investissement	351	494	+40,7%
Services Financiers Spécialisés et Assurances	163	192	+17,8%
Banque Privée, Gestion d'Actifs et Services aux Investisseurs	81	73	-9,9%
dont Banque Privée	36	43	+19,4%
dont Gestion d'Actifs	37	26	-29,7%
dont Services aux investisseurs et Courtage	8	4	-50,0%
TOTAL METIERS	966	1 094	+13,3%
Hors Pôles	(234)	(730)	n/s
GROUPE	732	364	-50,3%

BILAN CONSOLIDE

Actif - en Md EUR	31.03.2013	31.12.2012	Variation en %
Caisse, Banques centrales	53,2	67,6	-21%
Actifs financiers à la juste valeur par résultat	479,3	484,0	-1%
Instruments dérivés de couverture	14,9	15,9	-6%
Actifs financiers disponibles à la vente	128,9	127,7	+1%
Prêts et créances sur les établissements de crédit	101,6	77,2	+32%
Prêts et créances sur la clientèle	349,6	350,2	0%
Opérations de location-financement et assimilées	28,4	28,7	-1%
Écart de réévaluation des portefeuilles couverts en taux	4,1	4,4	-7%
Actifs financiers détenus jusqu'à l'échéance	1,1	1,2	-7%
Actifs d'impôts et autres actifs	60,5	59,7	+1%
Actifs non courants destinés à être cédés	0,0	9,4	-100%
Participation aux bénéficiaires différée	0,0	0,0	n/s
Valeurs immobilisées	24,7	24,7	0%
Total	1 246,3	1 250,7	0%

Passif - en Md EUR	31.03.2013	31.12.2012	Variation en %
Banques centrales	2,9	2,4	+20%
Passifs financiers à la juste valeur par résultat	411,5	411,4	0%
Instruments dérivés de couverture	12,9	14,0	-8%
Dettes envers les établissements de crédit	120,3	122,0	-1%
Dettes envers la clientèle	336,4	337,2	0%
Dettes représentées par un titre	136,0	135,7	0%
Écart de réévaluation des portefeuilles couverts en taux	6,0	6,5	-8%
Passifs d'impôts et autres passifs	62,5	59,4	+5%
Dettes liées aux actifs non courants destinés à être cédés	0,0	7,3	-100%
Provisions techniques des entreprises d'assurance	93,3	90,8	+3%
Provisions	3,6	2,8	+29%
Dettes subordonnées	7,0	7,1	-1%
Capitaux propres part du Groupe	49,9	49,8	0%
Participations ne donnant pas le contrôle	4,0	4,3	-6%
Total	1 246,3	1 250,7	0%

ANNEXE 2 : NOTES METHODOLOGIQUES

1- Les résultats consolidés du Groupe au 31 mars 2013 ont été examinés par le Conseil d'administration en date du 6 mai 2013

Les éléments financiers présentés au titre du premier trimestre 2013 ont été établis en conformité avec le référentiel IFRS tel qu'adopté dans l'Union européenne et applicable à cette date. Ces informations financières ne constituent pas des états financiers pour une période intermédiaire, tels que définis par la norme IAS 34 "Information financière intermédiaire", et n'ont pas été auditées. La direction de Société Générale prévoit de publier des comptes consolidés semestriels résumés au titre de la période de six mois close le 30 juin 2013.

2- Le **ROE** du Groupe est calculé sur la base des fonds propres moyens, c'est-à-dire des capitaux propres moyens part du Groupe en IFRS, en excluant (i) les gains ou pertes latents ou différés directement enregistrés en capitaux propres hors réserves de conversion, (ii) les titres super-subordonnés (« TSS »), (iii) les titres subordonnés à durée indéterminée (« TSDI ») reclassés en capitaux propres et en déduisant (iv) les intérêts à verser aux porteurs des TSS et aux porteurs des TSDI reclassés. Le résultat pris en compte pour calculer le ROE est déterminé sur la base du résultat net part du Groupe en déduisant les intérêts, nets d'effet fiscal, à verser aux porteurs de titres super-subordonnés sur la période, depuis 2006, aux porteurs des TSS et TSDI reclassés (79 millions d'euros à fin mars 2013).

L'allocation de capital aux différents métiers s'effectue à partir du 1^{er} janvier 2012 sur la base de 9% des encours pondérés de début de période, contre 7% auparavant. Les données trimestrielles publiées du capital alloué ont été ajustées en conséquence. Simultanément, le taux de rémunération des fonds propres normatifs a été ajusté pour un effet combiné neutre sur les revenus historiques des métiers.

3- Pour le calcul du **bénéfice net par action**, le « résultat net part du Groupe de la période » est corrigé (réduit dans le cas d'un bénéfice et augmenté dans le cas d'une perte) des intérêts, nets d'effet fiscal, à verser aux porteurs de :

- (i) TSS (65 millions d'euros à au titres du T1-13),
- (ii) TSDI reclassés en capitaux propres (14 millions d'euros au titres du T1-13).

Ce bénéfice net par action est alors déterminé en rapportant le résultat net part du Groupe de la période ainsi corrigé au nombre moyen d'actions ordinaires en circulation, hors actions propres et d'autocontrôle, mais y compris (a) les actions de trading détenus par le Groupe et (b) les actions en solde du contrat de liquidité.

4- L'**actif net** correspond aux capitaux propres part du Groupe, déduction faite (i) des TSS (5,3 milliards d'euros), des TSDI reclassés (1,6 milliard d'euros) et (ii) des intérêts à verser aux porteurs de TSS et aux porteurs de TSDI, mais réintégrant la valeur comptable des actions de trading détenues par le Groupe et des actions en solde du contrat de liquidité. L'**actif net tangible** est corrigé des écarts d'acquisition nets à l'actif et des écarts d'acquisition en mise en équivalence. Pour la détermination de l'Actif Net par Action ou de l'Actif Net Tangible par Action, le nombre d'actions pris en compte est le nombre d'actions ordinaires émises au 31 mars 2013, hors actions propres et d'autocontrôle, mais y compris (a) les actions de trading détenues par le Groupe et (b) les actions en solde du contrat de liquidité.

5- Les **fonds propres Core Tier 1** du Groupe Société Générale sont définis comme les fonds propres Tier 1 diminués des encours d'instruments hybrides éligibles au Tier 1 et d'une quote-part des déductions Bâle 2. Cette quote-part correspond au rapport entre les fonds propres de base hors instruments hybrides éligibles aux fonds propres Tier 1 et les fonds propres de base.

A partir du 31 décembre 2011, les fonds propres Core Tier 1 se définissent comme les fonds propres Tier 1 Bâle 2 moins le capital hybride éligible Tier 1 et après application des déductions sur le Tier 1 prévues par le Règlement.

6- Le **ROTE** du Groupe est calculé sur la base des fonds propres tangibles, c'est-à-dire en excluant des capitaux propres comptables moyens cumulés part du Groupe les écarts d'acquisition nets moyens à l'actif et les écarts d'acquisition moyens sous-jacents aux participations dans les entreprises mises en équivalence. Le résultat pris en compte pour calculer le ROTE est déterminé sur la base du résultat net part du Groupe en déduisant les intérêts, intérêts nets d'impôt sur les TSS sur la période (y compris frais d'émissions payés, sur la période, à des intervenants externes et charge de réescompte liée à la prime d'émission des TSS et à la prime de remboursement du TSS Étatique) et des intérêts nets d'impôt sur les TSDI reclassés en capitaux propres sur la période en cours (y compris frais d'émissions payés, sur la période, à des intervenants externes et charge de réescompte liée à la prime d'émission des TSDI).

7- Bilan financé, ratio crédits sur dépôts, réserve de liquidité

Le **bilan financé** donne une représentation du bilan du Groupe en excluant la contribution des filiales d'assurance, et après compensation des opérations sur produits dérivés, des opérations de pension et des comptes de régularisation. Il a été retraité pour inclure : a) la reclassification en "pensions livrées et prêts / emprunts de titres" des titres et valeurs données en pension à la clientèle, auparavant classés en « dépôts clientèle » (hors encours avec la contrepartie SG Euro CT pour 3,9 milliards d'euros au T1-13) ; b) un retraitement ligne à ligne, dans le bilan financé, des actifs et passifs des filiales d'assurance ; c) la réintégration dans leurs lignes d'origine des actifs financiers reclassés en prêts et créances en 2008 dans les conditions fixées par les amendements de la norme IAS 39 ; d) la réintégration au sein des "actifs long terme" des actifs immobilisés de location simple des sociétés de Financements spécialisés, auparavant classés en « prêts clientèle ».

Le **ratio crédits sur dépôts** du Groupe est déterminé comme le rapport entre les prêts clientèle et les dépôts clientèle ainsi définis.

Le coussin d'actifs liquides ou **réserve de liquidité** s'établit à 135 milliards d'euros à la fin du T1-13 comprend 64 Md EUR de dépôts nets en banque centrales et 71 Md EUR d'actif éligibles en banques centrale (disponibles, nets de décote), constitués en majorité d'actifs dits « HQLA » (*High Quality Liquid Assets*) éligibles au coussin de liquidité du ratio de liquidité à court terme (« LCR » ou *Liquidity Coverage Ratio*). Au total, ces actifs représentent 108% des encours à court terme (dette court terme non sécurisée et passifs interbancaires). Au 31 mars 2012, le total du coussin d'actifs liquides était de 104 milliards d'euros (133 milliards au 31 décembre 2012), soit 35 milliards d'euros de dépôts en banque centrale (65 milliards au 31 décembre 2012) et 69 milliards d'euros d'actifs éligibles, nets de décote (68 milliards au 31 décembre 2012). Au total, ces actifs représentaient 93% des encours à court terme (et 101% au 31 décembre 2012).

Par ailleurs, le Groupe détient 25 Md EUR d'actifs rapidement négociables au 31 mars 2013 (contre 14 milliards d'euros détenus au 31 mars 2012, et 25 milliards au 31 décembre 2012).

8 – Éléments non-économiques, non-récurrents, et actifs gérés en extinction

Les éléments non-économiques correspondent à la réévaluation de la dette liée au risque de crédit propre. Ces éléments, ainsi que les autres éléments faisant l'objet d'un retraitement, sont détaillés ci-après pour les T1-12 et T1-13.

T1-13	Produit net bancaire	Frais de gestion	Autres	Coût du risque	Résultat net part du Groupe	
Actifs gérés en extinction	(10)	(18)		(35)	(45)	Banque de Financement et d'Investissement
Réévaluation de la dette liée au risque de crédit propre	(1 045)				(685)	Hors Pôles
Plus-value de cession NSGB			417		377	Hors Pôles
Ajustement cession TCW			24		21	Hors Pôles
Impact CVA/DVA comptable	(64)				(45)	Banque de Financement et d'Investissement
Impact CVA/DVA comptable	(14)				(9)	Réseaux France
Impact CVA/DVA comptable	(2)				(2)	Réseaux internationaux
Provision pour litiges				(100)	(100)	Hors Pôles
TOTAL	(1 135)				(488)	Groupe

T1-12	Produit net bancaire	Frais de gestion	Autres	Coût du risque	Résultat net part du Groupe	
Actifs gérés en extinction	(57)	(14)		(115)	(128)	Banque de Financement et d'Investissement
Deleveraging de SG CIB hors Actifs gérés en extinction	(226)				(156)	Banque de Financement et d'Investissement
Réévaluation de la dette liée au risque de crédit propre	(181)				(119)	Hors Pôles
MtM des CDS	(32)				(22)	Hors Pôles
Expositions aux titres d'État Grec				(22)	(16)	Hors Pôles
TOTAL	(496)				(441)	Groupe

Société Générale rappelle que l'ensemble des informations relatives aux résultats de l'exercice (notamment : communiqué de presse, données téléchargeables, diapositives de présentation et annexes) sont disponibles sur son site internet www.societegenerale.com dans la partie « Investisseur ».

Société Générale

Société Générale est l'un des tout premiers groupes européens de services financiers. S'appuyant sur un modèle diversifié de banque universelle, le Groupe allie solidité financière et stratégie de croissance durable avec l'ambition d'être la banque relationnelle, référence sur ses marchés, proche de ses clients, choisie pour la qualité et l'engagement de ses équipes.

Plus de 154 000 collaborateurs, présents dans 76 pays, accompagnent au quotidien 32 millions de clients dans le monde entier. Les équipes Société Générale proposent conseils et services aux particuliers, aux entreprises et aux institutionnels dans trois principaux métiers :

- La banque de détail en France avec les enseignes Société Générale, Crédit du Nord et Boursorama ;
- La banque de détail à l'international présente en Europe centrale et orientale, en Russie, dans le Bassin méditerranéen, en Afrique subsaharienne, en Asie et en Outre-mer ;
- La Banque de Financement et d'Investissement avec son expertise globale en banque d'investissement, financements et activités de marché.

Société Générale est également un acteur significatif dans les métiers de Services Financiers Spécialisés, d'Assurances, de Banque Privée, de Gestion d'Actifs et des Services aux Investisseurs.

Société Générale figure dans les indices de développement durable FSE4Good et ASPI.

Pour plus d'information, vous pouvez suivre le compte twitter @societegenerale ou visiter le site www.societegenerale.com.